



PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

Service interministériel
d'animation des politiques publiques
Pôle environnement et transition énergétique

ARRÊTÉ N° 41-2019-01-15-003

Mettant en demeure la Société RECAM SONOFADEX de régulariser la situation administrative de l'installation de transit et regroupement de déchets dangereux qu'elle exploite à NOUAN-LE-FUZELIER

**Le Préfet de Loir-et-Cher,
Chevalier dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur,
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012-065-0003 délivré le 5 mars 2012 à la société RECAM SONOFADEX pour l'exploitation d'installations de broyage de pneumatiques usagés et d'entreposage de pneumatiques neufs et d'équipements automobiles à NOUAN-LE-FUZELIER à l'adresse suivante : 6, rue de l'Industrie, concernant notamment les rubriques 2791, 2714, 2718 et 2663 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 41-2017-05-04-003 du 4 mai 2017 complétant et modifiant les prescriptions applicables à la société RECAM SONOFADEX pour l'installation de transit et regroupement de déchets dangereux qu'elle exploite à NOUAN-LE-FUZELIER ;

Vu les articles 9.2.4.3, 1.2.4.1, 8.3.1, 8.4.1, 8.4.2.2, et 8.4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2017 susvisé ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 23 novembre 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 25 octobre 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- *Aucune campagne de surveillance des eaux souterraines par prélèvements dans les piézomètres n'a été réalisée en 2017 et 2018.*
- *Il reste une petite quantité de pneumatiques (10 m³) dans le bâtiment J3 alors que ceux-ci devaient être évacués avant le 1er janvier 2018.*
- *Les batteries usagées ne sont pas entreposées dans des caisses étanches munies d'un couvercle.*
- *Des déchets sont présents au niveau des bâtiments B1 (balles de carton et DEEE), B5 (déchets de moteurs) et D (pneumatiques et poudrette), ainsi que de l'auvent situé entre les bâtiments D et J3 (emballages vides souillés). Des produits dangereux (bouteilles de gaz) sont également entreposés dans les bâtiments E et F.*
- *La synthèse des études réalisées sur la pollution des sols et le schéma conceptuel n'ont pas été réalisés.*
- *L'évaluation environnementale qui devait synthétiser et analyser les résultats de la surveillance des eaux souterraines au niveau des piézomètres et des puits n'a pas été réalisée.*

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions respectives des articles 9.2.4.3, 1.2.4.1, 8.3.1, 8.4.1, 8.4.2.2 et 8.4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2017 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société RECAM SONOFADEX de respecter les dispositions des articles 9.2.4.3, 1.2.4.1, 8.3.1, 8.4.1, 8.4.2.2 et 8.4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2017, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

ARRETE

Article 1 – La société RECAM SONOFADEX, exploitant une installation de transit et regroupement de déchets dangereux sise 6, rue de l'Industrie à NOUAN-LE-FUZELIER, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 9.2.4.3 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2017 en réalisant les prélèvements et analyses des eaux souterraines à la fréquence et aux conditions prévues par les articles 9.2.4.1, 9.2.4.3 et 9.2.4.4 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2017 susvisé.

Délai : 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – La société RECAM SONOFADEX, exploitant une installation de transit et regroupement de déchets dangereux sise 6, rue de l'Industrie à NOUAN-LE-FUZELIER, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2017 en évacuant les pneumatiques présents dans le bâtiment J3 dans une filière dûment autorisée.

Délai : 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 – La société RECAM SONOFADEX, exploitant une installation de transit et regroupement de déchets dangereux sise 6, rue de l'Industrie à NOUAN-LE-FUZELIER, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.3.1 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2017 en entreposant les batteries usagées dans des caisses étanches munies de couvercles.

Délai : 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 – La société RECAM SONOFADEX, exploitant une installation de transit et regroupement de déchets dangereux sise 6, rue de l'Industrie à NOUAN-LE-FUZELIER, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2017 en évacuant les produits dangereux et les déchets présents dans les bâtiments B1, B5, D, E et F, ainsi que sous l'auvent situé entre les bâtiments D et J3 dans les délais suivants :

- bouteilles de gaz entreposées dans les bâtiments E et F :
1 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- emballages souillés entreposés sous l'auvent situé entre les bâtiments D et J3 :
1 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- déchets d'équipements électriques et électroniques et déchets de cartons et plastiques en balles entreposés dans le bâtiment B1 :
3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- déchets de moteurs entreposés dans le bâtiment B5 :
3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- déchets de poudrette et de pneumatiques entreposés dans le bâtiment D et dans la benne située à côté de ce bâtiment :
3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5 – La société RECAM SONOFADEX exploitant une installation de transit et regroupement de déchets dangereux sise 6, rue de l'Industrie à NOUAN-LE-FUZELIER est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2017 susvisé en transmettant à l'inspection des installations classées la synthèse des études réalisées sur la pollution des sols et le schéma conceptuel mis à jour, avec l'ensemble des éléments mentionnés au même article 8.4.2.2.

Délai : 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 6 – La société RECAM SONOFADEX exploitant une installation de transit et regroupement de déchets dangereux sise 6, rue de l'Industrie à NOUAN-LE-FUZELIER est mise en demeure de respecter de l'article 8.4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2017 susvisé en transmettant à l'inspection des installations classées une étude comportant l'ensemble des éléments prescrits à l'article 8.4.2.3, portant sur une évaluation environnementale synthétisant et analysant les résultats de la surveillance des eaux souterraines au niveau des piézomètres et des puits ; cette étude est accompagnée de l'avis d'un hydrogéologue compétent ainsi que le prévoit le même article 8.4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2017.

Délai : 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 7 – Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 6 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 8 – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'ORLEANS, 28 Rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS Cédex, par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 9 – Le présent arrêté sera notifié à la société RECAM SONOFADEX et publié au recueil des actes administratifs du département.

En vue de l'information des tiers, il sera également publié sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher pendant une durée de deux mois.

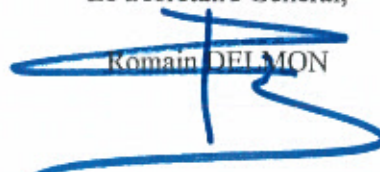
Copie en sera adressée à Madame la Sous-Préfète de Romorantin-Lanthenay, Monsieur le Maire de NOUAN-LE-FUZELIER, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre – Val de Loire.

Article 10 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Loir-et-Cher, la Sous-Préfète de Romorantin-Lanthenay, le Maire de la commune de NOUAN-LE-FUZELIER et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre – Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le

15 JAN. 2019

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Romain DELMON

